

---

## VARIA

### *1 Ébauche manuscrite, sans date, du règlement des Cercles de la Jeunesse catholique valdôtaine*

#### Règlement

1 - Est fondé dans la Paroisse de ... un cercle de la Jeunesse Catholique adhérent à la Fédération Diocésaine Valdôtaine de la J.C.I.

2 - Il a pour but de former la Jeunesse à la pratique de ses devoirs religieux, à la franche et loyale profession de la Foi, à la défense des droits sacrés de l'Église pour donner à la famille, à la société des catholiques convaincus et des citoyens modèles.

3 - Le cercle est formé par des membres honoraires qui auront dépassé les trente ans, par des membres effectifs qui auront de 15 à 30 ans, par des membres aspirants au-dessous de 15 ans.

4 - Les membres *effectifs* devront élire une fois par an un Conseil directif, formé par un Président, un V.-Président, un Secrétaire, et un nombre à établir de Conseillers. L'autorité ecclésiastique sera représentée par un Assistant Ecclésiastique, qui sera le Curé de la paroisse ou quelqu'un délégué par Lui. L'A. E. aura autorité exclusive dans les cas de morale et de religion.

5 - Chaque membre aura le devoir de :

- a - se comporter toujours en chrétien et en jeune catholique ;
- b - fréquenter les Sacrements quand le Président et l'A. E. le établiront ;
- c - fréquenter les leçons de religion et de sociologie qu'on tiendra ;
- d - obéir aux ordres des supérieurs sans murmurer.

6 - Tout désaccord qui surgira dans le cercle devra toujours être appelé à juger à la Présidence Fédérale.

7 - Tout membre cessera de l'être s'il n'aura pas payé sa "quote".

8 - Il sera expulsé par la Direction d'accord avec le A. Eccl.

I - s'il fera œuvre de dissolution du Cercle ;

II - s'il aura une conduite déréglée et l'aura continuée malgré les avertissements réitérés.

9 - Ce règlement ne pourra être modifié que par l'assemblée générale des membres.

10 - Pourra être fondé dans un village éloigné un sous-cercle qui aura à la tête un conseiller qui devra en rendre compte une fois par mois au Conseil directif.

### *2 Ébauche manuscrite, sans date, sur les origines et les buts de la "Jeune Vallée d'Aoste"*

À l'entrée de ce livre sur lequel le Groupe d'action régionaliste la "Jeune Vallée" écrira les actes de sa vie, nous voulons laisser imprimée l'idée motrice qui lui a donné naissance afin

que, demain, dans les nécessités de l'action, elle-même journalière, nous puissions revenir puiser à l'idée vivificatrice, la force et la sérénité pour continuer notre œuvre.

L'Idée - La Vallée d'Aoste, région qui a ses caractères particuliers, une langue à elle, une histoire glorieuse qui lui est propre, voit une à une ses institutions tomber, sa langue s'effacer, ses caractères s'étioler sous la pression pesamment unificatrice de l'État centralisateur. Favorisée par cet appauvrissement de vie locale, on voit poindre et s'étendre la corruption des mœurs qui débilitent la race, qui ruine les familles, l'incroyance religieuse qui favorise la corruption, l'ignorance et même l'analphabétisme dont les effets terribles se feront sentir dans l'avenir, l'alcoolisme qui appauvrit les habitants et les dégrade, et l'affaiblissement des caractères, des consciences et même des intelligences qui ne trouvant plus [le milieu] ambiant chaud de la vie locale s'affaiblissent et s'affaissent. Concourir à porter un remède à tous ces maux qui s'entremêlent en une terrible chaîne de cause à effet, tel[le] est l'idée vaste, grave, qui nous a réunis pour agir.

Le But - Mais l'idée doit se concrétiser dans un programme d'action, dans un but plus précis. Nous voulons répandre la connaissance de la langue française surtout auprès de la Jeunesse afin que la langue, qui est la manifestation la plus tangible de notre vie régionale, ne vienne à manquer. Nous voulons faire vivre et répandre l'instruction élémentaire et agraire afin que dans l'épanouissement du bien-être moral et matériel qui en est le fruit, les valdôtains acquièrent la connaissance de leur dignité et de leur force. Nous voulons conserver intactes nos traditions ancestrales, surtout religieuses, qui sont le levain de la grandeur des peuples, de la prospérité des familles, de l'honnêteté des individus. Nous voulons faire devenir populaire la glorieuse histoire valdôtaine et favoriser les nouvelles études historiques afin qu'en sachant ce qu'ils ont été dans le passé, les valdôtains sentent le devoir d'être tels dans l'avenir.

Les Moyens - Pour réussir dans ces buts précis nous réunissons les valdôtains qui ont une mentalité solidement régionaliste, et par elle nous voulons répandre, par la parole, par la presse, par les communications épistolaires, l'idée régionaliste valdôtaine. Nous soutenons et favorisons le relèvement et le fonctionnement des Écoles libres valdôtaines.

Nous voulons aider la jeunesse et surtout les membres de notre association dans l'étude de la langue française ; et, si possible, aider les membres, qui le désirent, dans les manifestations publiques de leur pensée et de leurs études.

Nous entendons prêter notre appui cordial à toutes les associations à caractère régionaliste où cela serait utile.

Sûrs de la bonté de notre cause, confiants en Dieu, nous nous mettons à l'œuvre. Nous croyons [cette œuvre] utile et nécessaire à notre petite patrie, espérant que notre œuvre ne sera pas stérile en résultats.

*3 Ébauche manuscrite, sans date ni signature, d'une lettre circulaire de la "Jeune Vallée d'Aoste" pour la convocation, le 28 octobre 1926, de l'assemblée ordinaire d'automne*

Cher ami,

Vous êtes invité à participer à l'Assemblée Ordinaire d'Automne de notre Association. Elle aura lieu le 28 octobre à Châtillon, d'après le désir exprimé par quelques membres, [pour] permettre aussi aux membres de la Basse Vallée d'y intervenir au grand complet.

Pas n'est besoin d'insister sur le devoir de chaque "Jeune Valdôtain" d'accourir à Châtillon. Dans ces petites fêtes intimes où nous nous connaissons réciproquement et où nous apprenons à nous aimer, nous discutons aussi les plus graves problèmes de notre vie régionale. Aussi ces réunions en abordant résolument les questions qui agitent l'opinion publique valdôtaine, et en tâchant de leur donner une solution conforme à nos principes régionalistes et à nos intérêts valdôtains réels, ne sont-elles jamais inutiles. Elles tracent des voies que le Conseil de Direction devra ensuite suivre et indiquent des buts que ce même Conseil, aidé par la collaboration dévouée et constante de tous les membres, tâchera d'atteindre.

Aujourd'hui le grave sujet porté à l'ordre du jour est l'organisation de l'*École Valdôtaine*. Nous en avons déjà parlé dans notre dernière circulaire et déjà dans la dernière Assemblée ont été jetées les premières bases.

Il n'est personne qui ne reconnaisse l'importance de ce problème, capital pour la défense du français et pour la lutte contre l'analphabétisme qui nous menace. Il n'est personne qui ne puisse rester indifférent devant l'ignorance du français et de toute notion de culture, qui envahit nos masses campagnardes des hameaux, dispersées dans la montagne. La "Jeune Vallée d'Aoste" semblera trop petite et surtout trop pauvre pour aborder ce problème gigantesque et pour tâcher de le résoudre.

Mais elle a la hardiesse des jeunes et le courage de ceux qui accomplissent leur devoir. Du reste, si l'on observe bien, tous les grands problèmes ont été résolus ainsi, par un groupe de jeunes qui se sont imposés à tout le monde, par la ténacité de leur action et le courage de leurs convictions.

Cher ami, le problème est ardu. Il faut que pas un des membres de l'Association ne manque à la réunion, afin d'y porter sa compétence personnelle et [d']y puiser cette uniformité de vues, nécessaire à l'uniformité de l'action.

Que pas un ne manque.

Tel est votre devoir.

*4 Ébauche dactylographiée, sans date, du règlement de la "Bibliothèque valdôtaine St-Anselme"*

## Bibliothèque Valdôtaine St-Anselme

### Règlement

Art. 1 - Est constituée à Aoste, une Bibliothèque de livres valdôtains et français, appelée "Bibliothèque St-Anselme" en honneur du plus illustre des valdôtains.

Art. 2 - Ses buts sont :

- a) conserver pour la consultation et la réédition tous les livres, documents, journaux valdôtains de tous temps, jusqu'à nos jours.
- b) Répandre par la lecture des livres valdôtains et français la connaissance de notre langue française parmi les Jeunes Valdôtains.

Art. 3 - La Bibliothèque est constituée au sein de l'Association "La Jeune Vallée d'Aoste", laquelle est propriétaire des livres et nomme d'après des dispositions de ce Règlement le Réviseur des livres et le Bibliothécaire.

#### Réviseur des livres

Art. 4 - Le Réviseur des livres a la fonction de vérifier tous les livres qui viennent à faire partie de la Bibliothèque et ce du point de vue de la langue, de la morale et de la Foi.

Il est nommé par la Direction de la "Jeune Vallée d'Aoste" parmi les membres de l'Association.

#### Bibliothécaire

Art. 5 - Le Bibliothécaire a la Direction de la Bibliothèque. Il doit conserver d'après les dispositions qui vont suivre les livres et documents valdôtains et pourvoir à la distribution des livres de lecture.

Art. 6 - Le Bibliothécaire a la responsabilité des livres et documents de la Bibliothèque.

Art. 7 - Il est nommé par la Direction de la J.V.A. parmi les membres de l'Association.

#### Fonctionnement de la Bibliothèque

Art. 8 - Au moment de l'Organisation de la Bibliothèque et ensuite pendant le mois de juillet de chaque année, un membre de la Direction délégué par celle-ci, et le Bibliothécaire, dresseront un Inventaire des livres qui appartiennent à la Bibliothèque. Il sera fait sur deux exemplaires dont l'un tenu par la Direction de la J.V.A. et l'autre par le Bibliothécaire. Cet Inventaire devra comprendre tous les livres, journaux et meubles de la Bibliothèque.

Art. 9 - Toute nouvelle acquisition de la Bibliothèque soit en livres ou autres, pendant le cours de l'année sociale, devra être ajoutée par codicille à l'inventaire et devra être également signée par un membre de la Direction délégué comme sus et le Bibliothécaire.

Art. 10 - Les livres, documents et journaux valdôtains étant donné leur caractère de rareté et dans le but qu'ils n'aillent perdus en aucune manière, pourront être uniquement consultés dans les locaux de la Bibliothèque. Ils ne pourront être emportés ailleurs sans un ordre exprès de la Direction de la J.V.A.

Art. 11 - Pour régulariser le fonctionnement de la bibliothèque, le Bibliothécaire devra tenir un Registre des prêts des livres dans lequel il sera indiqué le nom et la résidence de l'emprunteur et la date du prêt. Dans une Colonne à part l'emprunteur apposera sa signature.

Art. 12 - Les Emprunteurs devront tenir avec soin les livres qui sont entre leurs mains. Au cas où ils les rendraient en mauvais état ils devront payer les dommages d'après l'évaluation du Bibliothécaire. Ils ne pourront les tenir pour une période supérieure à un mois.

Art. 13 - La Vie de la Bibliothèque est ainsi assurée :

a) En retirant un livre l'emprunteur devra déposer entre les mains du Bibliothécaire la somme de Lires 10, et en retirer le reçu relatif.

Ce dépôt garantira contre la non restitution du livre et contre les dommages éventuels qui pourraient lui être causés.

Dans le cas où le livre emprunté ne soit rendu dans le terme de six mois le dépôt appartiendra à la Bibliothèque.

b) Chaque livre sera prêté pour la somme de L. 0,50 pour un seul mois. Cette somme sera versée à l'acte de la restitution.

En cas de retard dans la restitution d'un mois, de deux, trois, etc..., cette somme est doublée, triplée, etc..., selon le nombre des mois pendant lesquels l'emprunteur aura tenu le livre.

c) En cas de simple consultation il ne sera dû ni dépôt ni taxe de prêt.

Art. 14 - Le dépôt et les taxes de prêt, seront toujours doublées pour ceux qui ne sont pas membres de la "Jeune Vallée d'Aoste".

Art. 15 - Le Bibliothécaire devra tenir un registre à souches pour les dépôts et au terme de l'année sociale il en sera fait l'inventaire.

Les sommes perçues comme taxes de prêt seront notées sur la Colonne du Registre des prêts dans une colonne "ad hoc".

Au terme de l'année sociale le Bibliothécaire devra verser au Trésorier de la J.V.A. les sommes perçues.

Art. 16 - En cas de dissolution de la J.V.A. la Bibliothèque suivra le sort du patrimoine de celle-ci.

Art. 17 - Les Charges de Réviseur des livres et de bibliothécaire sont gratuites.

*5 Correspondance manuscrite, sans date, à propos de la cause entre le village de Rovenaud et Dégioz, dans le Valsavarenche.*

Sua Ecc. G.U. Garrita

Commissario per la liquidazione degli  
Usi Civici del Piemonte e della Liguria.

Mi pregio informare la S.V. Ill.ma di quanto in appresso.

Il 28 ottobre 1926 Io Sottoscritto era gentilmente ricevuto da V.E. nel Suo Ufficio in Torino, e mi assicurava la pronta e giusta soluzione alla vertenza che da ben undici anni si trascina fra le frazioni di Dégioz e di Rovenaud in Valsavaranche. Vertenza portata attualmente davanti al R. Commissariato per la liquidazione degli usi civici, dalla Corte di Appello di Torino, che prima ne era investita.

La causa, dopo più di un anno non ha fatto un passo in avanti, e attualmente, così ci hanno detto i nostri Avvocati, si aspetta il Suo arrivo a Torino per addivenire alla sentenza definitiva, verso il mese di Marzo.

Dato che il R. Commissario per la liquidazione degli usi civici agisce secondo diritto e secondo equità, mi sono permesso richiamare l'attenzione di S.E. in questo processo, che è causa di uno stato doloroso di nervosismo e di danni economici nel nostro pacifico villaggio alpino di Rovenaud.

La popolazione attende dalla V.E. con sicurezza una soluzione giusta e spera che questa soluzione si avrà quanto prima.

In attesa di questa sentenza, mi permetto presentare a nome di tutta la popolazione della frazione di Rovenaud i miei più rispettosi ossequi.

\*\*\*\*\*

La ringrazio della sua del 10 corrente e delle notizie che Lei mi dà riguardo all'andamento della causa Rovenaud-Dégioz.

La ringrazio anche degli accenni che Ella mi fa circa le ragioni della frazione Dégioz.

Mi sembra però un po' strana la necessità di ricorrere all'uso trentennale da parte nostra o da parte degli avversari. L'art. 2 della legge sugli Usi Civici del 1927, richiede che l'uso dati dal 1800, ove non esista la prova documentale.

Ora, dal momento che si richiede la presenza dei testimoni, è segno che non esistono prove scritte o che a queste non si dà valore probatorio sufficiente. Inoltre, che non esistono degli usi a favore degli abitanti di una frazione sui beni di proprietà di altra frazione, è provato dalle deliberazioni del 1875 e del 1879 già in sue mani, in cui si dice precisamente che ogni frazione ha i propri beni consorziali di cui è proprietaria.

Inoltre, che quello di invadere la proprietà altrui da parte degli abitanti della frazione Dégioz non sia un uso ma un abuso è provato dal fatto che detti abitanti non solo hanno invaso la zona di proprietà di Rovenaud ma la hanno oltrepassata ed hanno goduto saltuariamente e anche in modo vandalico, di beni di proprietà di altre frazioni, sui quali beni la frazione Dégioz non si è mai sognata di invocare alcun diritto di uso. Di questo potremo portare numerose testimonianze degli abitanti delle altre frazioni del Comune di Valsavaranche, i quali si lamentano, come noi, del vandalismo degli abitanti del Capoluogo.

Se l'attuale processo è sorto solo fra Rovenaud e Dégioz, questo è dovuto al fatto che noi siamo le maggiori vittime, perché i nostri beni sono i più vicini a Dégioz ed i più ricchi di boschi.

Speriamo che finalmente col 27 aprile sia la fine, perché siamo terribilmente stanchi e vediamo con terrore che le spese del processo aumentano tanto da superare il valore dei terreni contesi.

Riguardo alla lista dei testimoni, Le sarei grato se volesse indicarmi approssimativamente il numero che sarebbe conveniente presentare. Ho già parlato ad alcuni di essi e spero ci possano essere utili.

Desidererei anche avere la copia delle deliberazioni del Consiglio Comunale di Valsavaranche che le ho consegnato l'8 corrente per poter andare agli archivi del Tribunale e ricercare il provvedimento relativo del Tribunale stesso.

Aspetto copia dell'ordinanza del Commissario e una sua risposta a questa mia.

Nell'attesa, Le presento i miei ossequi.

6 *Texte dactylographié, sans date, d'un mémoire présenté au "Ente Parco nazionale Gran Paradiso"*<sup>1</sup>

È necessario per conoscere esattamente la natura e gli scopi del Parco Nazionale del Gran Paradiso ed anche le sue necessità attuali, dare prima di tutto uno sguardo a quella che fu la base da cui esso sorse e cioè la Riserva Reale di Caccia allo stambecco ed al camoscio.

Sorta dalla passione del Primo Re d'Italia che si innamorò dello stambecco quando lo vide per la prima volta balzare leggero e maestoso nei roccioni di Montandayné, sviluppata per l'amore di Umberto I che nelle meravigliose Valli di Ceresole, Cogne e Valsavaranche trovava riposo alle sue fatiche non solo nella caccia allo stambecco, ma anche all'affetto devoto della popolazione, completata e portata a perfetta organizzazione da Vittorio Emanuele III che vi invitava Sovrani e Principi amici, la Riserva Reale di caccia aveva, negli anni precedenti alla guerra europea, una organizzazione perfetta; case da caccia per S.M. in Orvieille e Nivolet su Valsavaranche, al Valzen in Val di Cogne, in Gran Pian in Val dell'Orco, un soggiorno regale nell'antico castello di Cogne, dei casotti per le guardie disseminati nei più riposti angoli delle Valli, strade mulattiere comodissime che raggiunsero lo sviluppo di 125 km. in Valsavaranche, di 75 in Val di Cogne, di 84 in Ceresole, di 33 in Champorcher, di 21 in Campiglia. Il corpo delle Guardie poi, sceltissime sia come spirito che come fisico, di circa 50 individui, reclutate quasi esclusivamente nelle Valli della Riserva, affezionate al servizio fino alla morte, era ciò che di più ammirevole aveva creato la previdenza Reale.

In che consisteva questa riserva di caccia?

Essa consisteva innanzi tutto nei terreni appartenenti in proprio a S.M. il Re e che Egli aveva acquistati regolarmente e cioè le Alpi di Levionaz e Bocconère in Valsavaranche e di Niquédé, Chert e Chaussetaz in Val di Rhêmes; essa consisteva inoltre nei cosiddetti diritti di caccia che vennero concessi personalmente a S.M. il Re e gratuitamente e mediante lievissimo compenso, dalle popolazioni delle Valli della Riserva, diritti che ben volentieri queste popolazioni sacrificavano, sia per l'affetto che le legava al Sovrano, sia perché questi ripagava e largamente queste offerte con il vantaggio immenso della Sua presenza e con donazioni munificentissime. Basti dire che a Valsavaranche S.M. Umberto I costruì la Chiesa, il Municipio, la Casa Parrocchiale, alcune scuole pubbliche ed altre opere di pubblica utilità come fontane, forni pubblici, ecc.

Ma vennero la guerra, il dopoguerra e sopravvenne la donazione Reale dell'11 settembre 1920 per cui: "S.M. donava, per il caso che lo Stato credesse di costituire presso il Gruppo del Gran Paradiso nelle Alpi Graie un Parco Nazionale per conservare le forme nobili della flora e della fauna alpina ed una riserva intesa ad impedire la sparizione della bella ed apprezzata razza degli stambecchi che in quelle montagne ha i suoi ultimi sopravvivenenti in Europa, i 2200 ettari che lassù possedeva in sua privata proprietà."

Alla notizia che S.M. cedeva le sue Cacce sorsero i primi malumori nelle popolazioni interessate. Il prof. Vaccari, che fu il 20/2/1920 primo relatore nella prima Commissione per il Parco, li ricorda con frasi vive nel numero del dicembre 1921 delle *Vie d'Italia*:

" Come mai ha potuto S.M. il Re donare allo Stato la sua Riserva di caccia (stambecchi e camosci compresi) se né la Riserva, né gli stambecchi, né i camosci gli appartenevano in proprio? Come ha potuto disporre delle cose nostre senza consultatori? Come ha potuto dimenticare la deferenza costantemente dimostrata a Lui e ai Suoi predecessori per ben

---

<sup>1</sup> Le document, gardé aux Archives de l'Ente Parco Nazionale Gran Paradiso", présente en marge une annotation à la main qui le date de 1933.

settant'anni, rinunciando spontaneamente ai nostri diritti di caccia affinché la bandita non avesse ad essere turbata? Questo è una specie di tradimento! E se a Casa Reale ben volentieri avremmo continuato a fare omaggio della nostra rinuncia alla caccia, non siamo disposti di fare altrettanto per il Governo. Le cacce sono nostre. Ce le terremo e ne disporremo come ci parrà più opportuno. "

Le proteste erano certamente esagerate ed in parte infondate poiché mai S.M. ha donato i diritti di caccia, non suoi e che erano stati provvisoriamente ceduti alla Sua persona dalle popolazioni, ma ha donato ciò che era di Sua proprietà esclusiva e cioè i 2200 ettari di terreno, le case ed i casotti di caccia, nonché le strade di caccia. Ma le proteste rispecchiano esattamente ciò che, poi, è stato di fatto, il Parco Naz. del Gran Paradiso.

Procediamo però con ordine.

Dopo i diversi tentativi di costituzione del Parco che così diligentemente ha rievocati il Grand'Uff. Giorgio Anselmi, Presidente della Commissione Reale, nel I volume sul Parco, pubblicato a cura della Commissione stessa, si giunge al decreto 3 dicembre 1922 n. 1584, convertito in legge in data 17/4/1925 n. 473.

E' bene soffermarci ad esaminare con attenzione il contenuto di tale decreto che è veramente l'atto costitutivo del Parco Naz. del Gran Paradiso.

L'art. 1 dice:

"Allo scopo di conservare la fauna e la flora e di preservarne le speciali formazioni geologiche nonché la bellezza del paesaggio sono dichiarati Parco Nazionale i terreni compresi nell'attuale riserva Reale di caccia del Gran Paradiso, i suoi confini sono quelli indicati nella carta annessa al presente Decreto."

Sorsero a tale riguardo diverse correnti.

Sorse una prima corrente rigidamente conservatrice tendente a conservare materialmente tutto ciò che esisteva nel Parco. Quindi non solo gli stambecchi ed i camosci che furono oggetto della Riserva Reale, ma tutti gli animali rari di qualunque specie esistenti nel Parco; non solo gli esemplari della fauna, ma anche della flora, ma anche le bellezze e particolarità naturali, tutto doveva essere oggetto di una conservazione gelosa. Quindi bando alle strade, bando a tutto ciò che significasse vita e rumore moderno, creazione di una zona vergine ove tutte le forze della natura potessero esplicarsi naturalmente, ove fra qualche decennio potesse ammirarsi il risultante sublime del cozzo delle diverse forze naturali non domate né guidate dall'uomo.

Sorse una seconda teoria che vedeva, invece, nel Parco una zona privilegiata ove si rifugiassero per diletto e cultura dell'uomo moderno tutte le ricchezze dell'Alpe e della Montagna in genere, un qualche cosa, ma in grande, ma relativo a tutti i rami della scienza naturale, che è la Chanousia per la flora del Piccolo San Bernardo. Corrente questa che, invece della formidabile verginità della natura, voleva dare al visitatore del Parco la ricchezza meravigliosa di una zona contenente tutto ciò che di bello e di interessante ha l'Alpe. Vuole questa corrente di idee, alle specie di animali e di piante che già esistono nella zona aggiungerne altre, dare poi sviluppo alle strade, agli alberghi, affinché la zona diventi turisticamente una delle prime d'Italia.

Concezione di scienziati contemplativi la prima.

Concezione di uomini di azione e diciamo pure di affari la seconda.

L'art. 2 autorizza l'Azienda del Demanio Forestale di accettare la donazione reale.

L'art. 3 stabilisce le modalità della costituzione del Parco e delle necessarie occupazioni al di fuori dei terreni donati da S.M. e può dividersi in due parti. Una prima parte relativa all'acquisto ed eventuale esproprio dei terreni compresi nel perimetro del Parco ed una seconda relativa alla cessione obbligatoria dei diritti di caccia e pesca e degli altri eventuali che risultassero necessari al conseguimento delle finalità del Parco. Per il primo caso fissava per l'espropriazione le norme di cui all'art. 11 della legge 2/6/1910 n. 277. Per il secondo fissava invece un procedimento arbitrale necessario in simile materia nella quale bisogna agire secondo criteri di equità più che di diritto.

Osserviamo fin d'ora, però, che questo articolo, pur così importante, poiché riguarda la costituzione stessa del Parco, non ha avuto, e sembra cosa quasi paradossale, pratica applicazione.

Non furono acquistati né espropriati i terreni per la ragione che l'Amministrazione del Parco non ebbe mai i mezzi per ciò fare. Né fu richiesta alcuna cessione dei diritti di caccia poiché il Parco si mise a funzionare in ispregio alla sua legge costitutiva, occupando i terreni inclusi nel suo perimetro senza dare alcun compenso ai proprietari danneggiati.

Sembra inconcepibile questa violazione di ogni principio di diritto in materia di espropriazione per pubblica utilità, eppure esiste ed è fatta in nome dello Stato. Gli abitanti danneggiati soffrono e, pur nella doverosa disciplina fascista che li anima, protestano.

Correlativamente all'art. 3 del Decreto di cui parliamo è stato redatto l'art. 9 riguardante le limitazioni per la raccolta delle specie vegetali ritenute più rare. Anche per questa limitazione veniva fissata una procedura di esproprio mediante la nomina di una Commissione arbitrale.

Notiamo, però, a questo riguardo che non sono ancora state poste delle limitazioni gravi alla raccolta delle piante officinali nelle zone che non sono di proprietà demaniale.

Gli artt. 5-6-7-8 riguardano l'amministrazione del Parco e la composizione della Commissione Reale.

Il secondo comma dell'art. 7 dice che la sorveglianza è esercitata dalle guardie forestali.

L'art. 16 stabilisce i mezzi di vita del Parco:

- a) la somma di L. 200.000 stanziata annualmente dal Ministero dell'Agricoltura e da versarsi alla Cassa Depositi e Prestiti a favore dell'Azienda del Demanio Forestale di Stato;
- b) i redditi dei terreni di proprietà dell'azienda compresi nel perimetro del Parco;
- c) gli introiti per i permessi di caccia e pesca e per altre eventuali concessioni;
- d) il provento delle pene pecuniarie, delle oblazioni e del ricavato dalla vendita degli oggetti confiscati;
- e) con stanziamenti straordinari sul bilancio dell'Azienda del Demanio Forestale.

Evidentemente lo stanziamento straordinario di cui alla lettera e) riguarda le spese straordinarie che necessitassero al Parco, mentre gli altri, per la loro stessa natura, riguardano unicamente le spese ordinarie del medesimo.

È necessario notare poi che fra le spese ordinarie non sono da includersi quelle di sorveglianza e di amministrazione a cui deve far fronte lo Stato con le guardia forestali, ora Milizia Forestale, e con l'Ispettorato Forestale.

Questa per sommi capi l'organizzazione che venne data al Parco Naz. del Gran Paradiso nel decreto costitutivo.

Pur con le sue manchevolezze, dovute alla novità dell'opera cui doveva dare norme di vita, il Decreto 3/12/1922 ha disposizioni che, se fossero state applicate esattamente, avrebbero dato un assetto definitivo e vitale al Parco.

Assicurato un fondo sufficiente all'amministrazione, stabilite a carico dello Stato le spese di sorveglianza, riconosciuto il principio dell'indennizzo a favore dei proprietari occupati e danneggiati e stabilita la possibilità di far fronte alle relative spese con uno stanziamento straordinario sul bilancio del Ministero dell'Agricoltura e Foreste, il Parco avrebbe potuto in questo decennio di vita acquistare base definitiva ed incrollabile. Invece il decreto costitutivo non ebbe esecuzione in molte sue parti.

Il Parco sorse con scopi essenzialmente scientifici. Non solo le ricchezze della fauna, ma anche della flora, ma anche le bellezze naturali dovevano essere tutelate, come dice l'art. 1 del R.D. 3/12/1922.

Invece, l'amministrazione dovette essenzialmente limitarsi ad un'azione di difesa dello stambecco e lo conferma il Grand'Uff. Anselmi, Presidente della Commissione Reale: "La Commissione dovette intanto sacrificare parecchi suoi ideali rimandandone la attuazione" (Vol. II, pag. 7).

All'inizio, poi, fu parlato e progettato [*sic*] di strade di accesso, di strade panoramiche; utilizzando per ciò fare, le antiche e meravigliose strade Reali di caccia. Anche qui la Commissione ha dovuto rinunciare al suo programma e dopo alcuni inizi di riattazione di vecchie strade, ha abbandonato in parte quel meraviglioso patrimonio che la munificenza sovrana aveva lasciato al Parco.

Lentamente, per mancanza di riparazioni sufficienti, queste strade vanno scomparendo dai dorsali delle montagne. Se si pensa che S.M. ha lasciato oltre 340 Km di strade mulattiere, si avrà la sensazione esatta del danno che sta avvenendo, danno oltre che al Parco anche della Nazione, poiché quelle strade potrebbero essere utilizzate in caso di guerra.

Com'è stato accennato, poi, il Parco è stato costituito e vive precariamente e, salvo le piccole zone di proprietà demaniale, a spese dei poveri proprietari dei terreni che sono stati violentemente spossessati di ogni diritto di caccia senza indennizzo alcuno.

Ammettiamo a tale riguardo che gli espropri e la cessione dei diritti di caccia importerebbero allo Stato un onere finanziario di qualche milione, ma questo si sapeva al momento della costituzione del Parco ed il legislatore che agisce "ex bene et aequo" anche dove è necessario un atto di imperio, lo ha preveduto.

E di questa necessità degli espropri e dei compensi, forse non si è resa ben conto l'Amministrazione del Parco. Partendo dal presupposto che gli interessi delle popolazioni non sono sempre moderati, la Commissione Reale non ha offerto nulla, mettendo evidentemente i valligiani nella condizione di non esagerare nelle loro pretese.

Ora, è bene sapere che i valligiani hanno la coscienza nettissima della ingiustizia che è loro fatta e se per disciplina atavica non reagiscono, ciò non pertanto sanno ricordare. Ed il Parco non potrà mai avere vita prospera se ha contro di sé le popolazioni della zona nella quale si trova.

Vi furono due rimedi che l'On. Commissione Reale adottò di fronte alla mancata occupazione dei terreni ed al mancato esproprio dei diritti di caccia.

a) L'uno consiste nell'affittare da diversi proprietari di terreni i diritti di pascolo delle pecore e capre. Mediante un compenso concordato amichevolmente, certi proprietari di terreni si sono

obbligati a non permettere il pascolo delle pecore e delle capre in certe zone perché rimanesse sufficiente l'alimento per gli animali del Parco.

Tale sistema di locazione si basa su di un principio giusto, ma è applicato con giustizia distributiva assai contestabile. Infatti, con tutta evidenza si dovrebbero affittare prima di tutto i pascoli alpini là dove gli stambecchi sono in maggior numero e dove, quindi, hanno maggior bisogno di alimenti.

Venne invece adottato un criterio opposto e cioè si sono affittati i pascoli alpini con compensi rilevanti specialmente nelle regioni dove gli stambecchi sono in numero infinitamente minore e cioè sul versante sud del Parco.

Nella Valsavaranche invece, per es., che da sola ha i due quinti e forse più degli stambecchi del Parco, si è avuto l'affitto delle proprietà dell'avv. Delapierre e dell'alpe Djouan, mentre tutta la regione centrale e bassa della Valle posseduta dal Comune e dalle frazioni e ricchissima di stambecchi non ha un solo contratto di locazione.

b) L'altro rimedio adottato dalla Commissione Reale consiste nel pagamento danni causati dal pascolo degli stambecchi e dei camosci ai terreni privati. Se si tiene calcolo che esistono attualmente circa 3000 stambecchi nel Parco, che lo stambecco è assai vorace anche perché deve accumulare nella stagione estiva il grasso che gli servirà durante la stagione invernale a fare fronte al freddo ed al nutrimento scarso e cattivo, se si tiene conto che oltre allo stambecco esistono nel Parco quasi altrettanti camosci, che esistono le marmotte e le lepri in numero grandissimo, che tutti questi animali consumano l'erba di cui potrebbe godere il bestiame locale, se si tiene conto che nella primavera lo stambecco scende a valle e vi bruca le già scarse semine appena germogliate, si intuirà immediatamente che l'ammontare dei danni è notevolissimo.

Le somme pagate sono minime, non potendo il bilancio dell'amministrazione del Parco permettere un pagamento di somme maggiori e, ciò che è più grave, questo pagamento avviene saltuariamente, senza data fissa e molte volte con enormi ritardi. Basti dire che i danni del 1932 non sono ancora stati pagati a tutt'oggi.

Infine venne adottato dall'On. Commissione Reale, consapevole dello scontento che domina la popolazione, un altro provvedimento in occasione della concessione dei permessi di tiro. Ma anche in questa occasione venne adottato un criterio di ripartizione unilaterale ed ingiusto.

Come si sa, con D. Ministeriale 7/5/1930 venne autorizzata la caccia di 20 stambecchi e di 20 camosci nell'area del Parco al prezzo di L. 10.000 e di L. 600 rispettivamente. Con successivi decreti l'autorizzazione medesima venne di anno in anno rinnovata fino a quest'anno. La Commissione Reale decise in quella occasione di distribuire ai Comuni inclusi nel Parco una parte dei proventi da incassare mediante la concessione dei permessi di tiro e cioè di un terzo subordinato al pagamento di una somma di L. 25.000 per danni dagli stambecchi ai privati e mediante l'onere di: "esonerare l'Ente Parco Nazionale Gran Paradiso di qualunque istanza o molestia sia di proprietari di terreni che di terzi in relazione alla normale concessione ed esercizio della caccia allo stambecco ed al camoscio nel Parco". Tale somma doveva essere distribuita in *egual misura* fra tutti gli otto Comuni del Parco. La garanzia richiesta era grave ed i motivi che hanno indotto la Commissione Reale a richiederla stanno a provare su quali precarie basi funzioni il Parco Naz. del Gran Paradiso.

I Comuni, però, ognuno per proprio conto, allo scopo di agevolare una iniziativa che essi ritenevano lodevole e con ragione, assunsero tale onere gravissimo, tanto grave che la Commissione non aveva creduto di assumerlo essa stessa.

Senonché, il criterio di eguaglianza fra i Comuni si dimostrava ad evidenza di una ingiustizia lampante, perché i soli Comuni di Cogne e Valsavaranche hanno fra loro i 4/5 degli stambecchi del Parco e, salvo una eccezione, sul territorio dei medesimi esclusivamente ebbe luogo la caccia degli stambecchi. Per gli altri Comuni che per mancanza di selvaggina non dovevano avere caccia alcuna, l'onere della garanzia non significava nulla e ciò non pertanto essi ebbero un compenso eguale a quello dei detti due Comuni sui quali esclusivamente veniva a gravare l'onere della garanzia.

Il Decreto 3/12/1922 non ebbe poi esecuzione nei riguardi della sorveglianza. Per l'art. 7 era stabilito che la sorveglianza avrebbe dovuto essere fatta a mezzo delle guardie forestali, pagate, naturalmente, sui fondi di questo Corpo. Difatti, le ex guardiacaccia del Re vennero incorporate nel Corpo delle guardie forestali che, poi, divenne la nostra Milizia Nazionale Forestale.

Essendosi però dimostrato non conveniente l'uso della Milizia Forestale per il servizio di sorveglianza del Parco, data la troppa diversità di funzioni fra un servizio e l'altro, non vennero assunti altri militi forestali, salvo anche qui una eccezione e salvo le ex Guardie Reali, e l'amministrazione del Parco dovette provvedere al servizio di sorveglianza con montanari assunti provvisoriamente e pagati alla giornata sui fondi ordinari assegnati dall'art. 16 in Lire 200.000.

Tale fatto venne poi a recare un gran danno al servizio di sorveglianza perché questi giornalieri, aspettando da un decennio una sistemazione definitiva ed una situazione giuridica precisa dei loro rapporti con l'amministrazione, senza che questa fosse venuta, sono scontenti e non si sentono intimamente legati all'ente Parco come, per es., si sentivano legati alla Riserva Reale le ex guardiacaccia.

Infine il decreto costitutivo non venne applicato, nel suo spirito, nei riguardi della sede dell'amministrazione. Venne, è vero, nel detto decreto, stabilito che tale sede doveva essere in Torino, ma è evidente che tale determinazione era dettata dalla considerazione che Torino era allora il capoluogo della Provincia nella quale era incluso il Parco. Però, con la costituzione della Provincia di Aosta nella cui giurisdizione è venuto a trovarsi completamente il Parco, con tutta evidenza, anche la sede dell'amministrazione vi doveva essere trasferita.

Del resto, se si sostiene che la sede doveva essere trasportata ad Aosta, non è per spirito di campanile, ma perché certi problemi, per la maggiore vicinanza, si vedono sotto altra luce e possono essere risolti con altri criteri.

\*\*\*

Le brevi note che abbiamo tracciato hanno avuto lo scopo di provare che il Parco Naz. del Gran Paradiso non ha ancora quella organizzazione che dovrebbe avere e non ha basi sufficienti per poter essere sicuro di uno sviluppo degno delle sue ricchezze di fauna e di flora e delle sue bellezze naturali.

E ci sia concesso di indicare alcuni rimedi che sarebbero secondo il nostro parere da adottarsi.

Innanzitutto accenniamo alla natura ed agli scopi del Parco.

Fra le due tendenze cui accennavamo in principio di questo breve esposto riguardo all'indirizzo da dare al Parco è prevalsa quella conservatrice. Fino ad oggi, benché siano state tentate delle altre iniziative non sempre riuscite, il Parco è rimasto unicamente quel Monastero degli stambecchi di cui si parlava al suo inizio.

Ora, pur tentando di arricchire la sua fauna e la sua flora di nuove specie, non sarebbe preferibile prima di tutto valorizzare ciò che già c'è e con tanta abbondanza attualmente,

allargare i limiti dei permessi di tiro ad un numero maggiore di animali, ad un numero, cioè, proporzionale agli aumenti che si verificano ogni anno con le nascite, mettere questi permessi di tiro alla portata delle borse che esistono in Italia, permettere la caccia anche delle marmotte e di altri a dei prezzi possibili ed in seguito organizzare le strade, favorire la costruzione di alberghi e rifugi nei punti panoramici più importanti, organizzare, d'accordo con i Comuni, la propaganda reclamistica perché le bellezze del Parco siano conosciute ovunque, fare insomma della regione un punto di attrazione per il turismo nazionale ed internazionale.

In tal modo il Parco Nazionale non sarà più un'opera passiva che grava sulle finanze dello Stato e che vive di vita stentata, limitata finanziariamente al magro sussidio statale, ma, mediante eventualmente una tassa di soggiorno od altro, diventerebbe una istituzione redditizia all'economia della nazione e della regione, diventerebbe un centro di vita non solo per gli stambecchi, ma anche per i montanari, i quali in fin dei conti hanno diritto alla vita più degli stambecchi per essere al postutto uomini e cittadini.

Del resto delle proposte sono state avanzate in tal senso anche su riviste autorevoli.

Ciò non significa urbanizzare la regione, coprirla di Grands-Hôtels e di Dancings, lasciarla invadere dalle folle che popolano certi luoghi di villeggiatura cosiddetti di prim'ordine. Sarebbe profanare le bellezze della natura e del Parco, che sono severe e grandiose.

Ma il Parco non deve essere fine a se stesso; deve avere oltre che una funzione scientifica, anche una funzione sociale, deve essere un richiamo per le folle per una vita sana e naturale, deve essere una sorgente di vita per le popolazioni delle montagne sui cui è costituito, deve essere anche (e perché no?) la grande riserva di caccia della Nazionale, poiché anche questo sport della caccia ha motivo di sussistere per le sue utilità sociali.

È bene che si sappia che siamo vicini alla saturazione della popolazione faunistica del Parco, che gli stambecchi, i camosci, le marmotte sono aumentati in tal numero che fra poco non vi sarà nutrimento sufficiente per tutti e che allora la quantità degli animali si svilupperà a scapito della qualità. E' bene che si sappia che nell'inverno del 1931 morirono di miseria e di vecchiaia più di 100 stambecchi vecchi, riguardo ai quali sarebbe stato molto più utile concedere dei permessi di tiro nell'autunno precedente.

Osserviamo che nel 1899 S.M. Umberto abbatté quasi 100 stambecchi senza che la riserva ne avesse sentito alcun danno, e che ogni anno ne abbatteva una cinquantina su di una popolazione di stambecchi pressoché eguale a quella attuale e su di un territorio assai maggiore di quello che forma attualmente il Parco.

Un altro problema completamente insoluto e che sta alla base della esistenza stessa del Parco è quello a cui abbiamo accennato, della occupazione dei terreni e dell'acquisto dei diritti di caccia.

Riconosciamo che l'applicazione integrale degli art. 3 e 9 del R.D. dicembre 1922 significherebbe una spesa non indifferente per lo Stato, benché tutt'altro che enorme per le sue finanze; con qualche milione infatti potrebbero espropriarsi i terreni più popolati e più adatti alla vita degli animali del Parco.

Riconosciamo che ciò toglierebbe all'agricoltura montana una zona ricca di pascoli e di bestiame, ciò che non è da desiderare. Ma è necessario riconoscere che non tutti i pascoli montani verrebbero ad essere occupati, ma unicamente quelli più particolarmente adatti alla vita degli animali del Parco, e che, d'altra parte, se si vuole fare una cosa e farla bene, non è possibile arrestarsi davanti a dei motivi di tal genere, poiché la popolazione vivrebbe e meglio con altri proventi in caso di organizzazione del Parco con i criteri di sfruttamento di cui abbiamo parlato più sopra.

Transitoriamente si potrebbe allargare il sistema dei contratti di locazione a tutto il Parco, salvo le eccezioni che si ritenessero opportune. Si eliminerebbe così il contrasto stridente che attualmente esiste fra il trattamento fatto ad alcune regioni e quello fatto ad altre e si eliminerebbe una causa dei malumori della popolazione contro il Parco.

Altra proposta essenziale e di una equità assoluta è l'esonero e la riduzione delle imposte sui terreni inclusi nel Parco.

Attualmente i proprietari dei terreni, pur non potendo goderne, perché vincolati al Parco, pagano regolarmente le imposte come se il vincolo non esistesse e come se i redditi dei detti terreni fossero normali.

Ai tempi della Riserva Reale, fra l'altro, era S.M. che pagava quelle imposte. Ai nostri tempi l'amministrazione del Parco non si è mai sognato di ciò fare.

Ora, un principio elementare di giustizia dirà che ciò non può continuare e che il malcontento della popolazione non è poi così infondato.

Infine, un problema essenziale alla vita ed allo sviluppo del Parco è quello della sorveglianza. Ed è un problema la cui soluzione s'impone perché la sua gravità aumenta in proporzione al ritardo che si apporta alla sua soluzione. Con il raggiungere dei limiti di età le vecchie guardiacaccia di S.M. incorporate nella M.N.F.<sup>2</sup> se ne vanno in pensione. Con la loro scomparsa, che è prossima, tutto il servizio di sorveglianza sarà disimpegnato dai giornalieri, il cui numero dovrà ancora essere aumentato e che graveranno quindi ancor più sul bilancio già così striminzito dell'Amministrazione.

Come potrà ancora lo Stato permettere che l'Amministrazione si fossilizzi [*sic*] il pagamento di suoi giornalieri da un lato e che dall'altro questi non abbiano una situazione giuridica sicura? Confessiamolo: una soluzione radicale si impone.

E la soluzione è data dal Decreto costitutivo stesso del Parco.

La Commissione Reale ben sente la gravità del problema e si preoccupa vivamente della sistemazione dei giornalieri, ma fino ad oggi non ha potuto trovare una soluzione. Essa ha semplicemente riconosciuto che tali guardiani non possono essere sostituiti con altri individui, perché essi hanno in particolar modo attitudine al loro servizio, conoscono la vita e gli istinti degli animali che custodiscono e anche la loro montagna come nessun altro essendovi nati e cresciuti quasi a contatto degli stambecchi e dei camosci e anche perché essi amano il loro servizio di un amore che solo un montanaro può sentire.

Certamente la migliore soluzione consisterebbe nella costituzione di un corpo speciale, come fu quello delle guardiacaccia reali, ma pagato dallo Stato, a norma dell'art. 7 del R.D. 3/12/1922.

L'altra soluzione potrebbe consistere nell'applicazione letterale del suddetto articolo e cioè la incorporazione dei detti giornalieri nella Milizia Nazionale Forestale, come già avvenne per le ex guardiacaccia del Re, formandovi un raggruppamento autonomo dipendente dall'Amministrazione del Parco.

Si libererebbe così il bilancio dell'Amministrazione del Parco di più di L. 120.000 all'anno in modo che questa verrebbe ad avere mezzi sufficienti per realizzare il suo programma scientifico ed organizzativo e per poter prendere tutte quelle iniziative che si dimostrassero utili in seguito.

---

<sup>2</sup> Milizia Nazionale Forestale (ndr).

---

Infine sarebbe utile il trasferimento dell'Amministrazione da Torino ad Aosta, affinché l'opera, che è appena agli inizi, dell'organizzazione del Parco possa proseguire con minor intralcio dovuto alla distanza.

\*\*\*

Questi i problemi principali che si ricollegano al Parco Naz. del Gran Paradiso.

Abbiamo cercato di lumeggiarli partendo da un punto di vista preciso: le disposizioni di legge che li riguardano.

Ora, non ci si farà una grave colpa se domandiamo prima di tutto l'applicazione della legge.

Gli uomini che sono stati iniziatori del Parco e quelli che con la loro diuturna opera fiduciosa hanno realizzato in parte ciò che era stato progettato, coloro che con la loro fede hanno creduto nell'avvenire del Parco meritano la riconoscenza delle popolazioni e della Nazione.

Ci possono essere stati degli errori, inevitabili in chi agisce, ci possono essere attualmente dei punti di vista diversi dai loro, ma da un esame sereno e ponderato dei problemi, fatto senza preconcetti, la soluzione migliore deve uscire precisa per un maggiore sviluppo del Parco Nazionale del Gran Paradiso.

---

## FRAGMENTS

*1 Morceau d'une lettre écrite en 1928 à un étudiant valdôtain, tiré de l'article «Une évolution naturelle. De la 'Jeune Vallée d'Aoste' à l'Union Valdôtaine», paraphé Épé [Émile Proment], paru dans Le Peuple Valdôtain du 5 juin 1964*

Comme la plupart des jeunes valdôtains sont catholiques, notre association a acquis ce caractère, mais, crois-le, nous sommes ouverts et le fait même que nous t'invitons démontre que nous le sommes. Moi même j'avais proposé d'enlever l'article regardant le respect pour la Foi catholique, mais l'abbé Trèves a posé le «aut-aut» : ou accepter cet article ou son éloignement de la Société. J'ai accepté l'article car M. Trèves est un homme trop précieux pour nous et pour la Vallée d'Aoste.

*2 Morceau d'une lettre à un ami, envoyée en 1929, tiré de l'article de Severino Caveri, «En souvenir de Chanoux», paru dans L'Union Valdôtaine du 3 juin 1946*

Je n'abandonnerai jamais la Vallée d'Aoste. À mesure que le travail se fait, on sent le besoin de faire davantage.

Une sourde volonté me pousse irrésistiblement à agir, malgré les risques devant lesquels je vais...

Je vois très bien où je pourrai aller finir. Mais je ne puis cesser de travailler. Ce serait renier ma vie, ce serait m'abrutir, ce serait accepter l'injustice dominante.

Moi je ne veux pas.

Adviene que pourra [!]

*3 Morceau d'une lettre écrite en 1943 à un ami, tiré de «Tu n'es pas mort !» Émile Chanoux martyr de la Résistance valdôtaine, par Joseph Bréan, Aoste 1960, pages 33-34*

J'avais quatorze ans. Un jour, je dus écrire une lettre en français et je constatai que j'avais beaucoup plus de difficulté à manier cette langue, que je n'en avais à manier la langue italienne.

J'en fus mortifié, car je me rendis compte que c'était là une diminution de ma personnalité.

Tout mon être fut soudain envahi par un étrange malaise, pareil à celui qu'on éprouve lorsqu'on est sur le bord d'un abîme.

J'eus l'impression de me trouver sur l'abîme de la trahison.

Allais-je donc trahir mon sang, mon père, ma mère, mes ancêtres, mon pays, moi-même, en renonçant à la langue de mon peuple ?

Une réaction violente secoua mon être.

Non, je n'aurais pas été traître.

Ce jour-là, la *Question valdôtaine* s'est éveillée dans mon cœur.

## Table des matières

VARIA .....	1
1 Ébauche manuscrite, sans date, du règlement des Cercles de la Jeunesse catholique valdôtaine .....	1
2 Ébauche manuscrite, sans date, sur les origines et les buts de la "Jeune Vallée d'Aoste" .....	1
3 Ébauche manuscrite, sans date ni signature, d'une lettre circulaire de la "Jeune Vallée d'Aoste" pour la convocation, le 28 octobre 1926, de l'assemblée ordinaire d'automne.....	2
4 Ébauche dactylographiée, sans date, du règlement de la "Bibliothèque valdôtaine St-Anselme" .....	3
5 Correspondance manuscrite, sans date, à propos de la cause entre le village de Rovenaud et Dégioz, dans le Valsavarenche.....	5
6 Texte dactylographié, sans date, d'un mémoire présenté au "Ente Parco nazionale Gran Paradiso" .....	7
FRAGMENTS.....	16
1 Morceau d'une lettre écrite en 1928 à un étudiant valdôtain, tiré de l'article «Une évolution naturelle. De la 'Jeune Vallée d'Aoste' à l'Union Valdôtaine», paraphé Épé [Émile Proment], paru dans Le Peuple Valdôtain du 5 juin 1964 .....	16
2 Morceau d'une lettre à un ami, envoyée en 1929, tiré de l'article de Severino Caveri, «En souvenir de Chanoux», paru dans L'Union Valdôtaine du 3 juin 1946.....	16
3 Morceau d'une lettre écrite en 1943 à un ami, tiré de «Tu n'es pas mort !» Émile Chanoux martyr de la Résistance valdôtaine, par Joseph Bréan, Aoste 1960, pages 33-34 .....	16